

Communiqué de presse 14 octobre 2016

**Les négociations sur l'objectif de diminution du nombre de licenciements à 24 heures et La Tribune de Genève ont échoué à ce stade. Toutes les mesures alternatives proposées par les représentants du personnel ont été balayées par la Direction générale. Les discussions reprennent lundi. Les journalistes des deux titres iront à la rencontre de la population ce samedi sur les marchés de Genève, Lausanne et Yverdon.**

A l'issue d'une semaine de négociations stériles avec la Direction générale de Tamedia Publications Romandes (DG), la Société des collaborateurs (SDC) de 24 heures et la Société des rédacteurs et du personnel (SDRP) de la Tribune de Genève constatent l'échec des pourparlers engagés pour diminuer le nombre des 31 postes supprimés, dont 24 licenciements (16 à 24h et 8 à la TDG) annoncés le 27 septembre. Ces licenciements mettent grandement en péril une presse régionale de qualité en Suisse romande.

La Direction générale de Tamedia Publications Romandes (DG) maintient son objectif d'économie dans les deux titres. Elle a refusé en substance les quinze mesures alternatives aux licenciements proposées par les négociateurs des titres romands de Tamedia et l'association de défense des journalistes Impressum. Ces mesures avaient pour but de diminuer les 4 millions d'économies demandées aux deux titres et le nombre de suppressions de postes. L'idée était aussi de proposer un autre modèle économique à Tamedia, dont la stratégie actuelle - basée uniquement sur des coupes budgétaires et sans le moindre investissement - ne donne aucune perspective d'avenir même à moyen terme à la presse régionale.

En particulier, la DG a dénigré l'idée d'une quelconque participation solidaire de Tamedia qui aurait été prise sur les salaires de ses dirigeants. Pour rappel, nous considérons indécents les bonus octroyés en 2015 en regard des économies exigées des deux titres régionaux romands (6 millions dont 3 de bonus au CEO Christoph Tonini contre 4 millions de coupes budgétaires à 24h et TDG).

Plusieurs propositions constructives et d'avenir, présentées par les négociateurs, ont encore été refusées. Par exemple, la création d'une cellule d'innovation composée de journalistes des deux titres ayant pour mission de définir des méthodes novatrices de présentation de l'information régionale; ou encore la sollicitation d'aides cantonales à l'investissement, qui permettraient de préparer les titres à une réelle transition digitale; enfin la négociation de baisses, même temporaires,

des loyers exorbitants payés presque en totalité à M. Pierre Lamunière, ancien propriétaire des titres (groupe Edipresse) et néanmoins membre du Conseil d'administration de Tamedia.

Les rares initiatives pour lesquelles la DG n'a pas fermé la porte sont inhérentes à des mesures d'accompagnement dont les contours ne sont pas encore arrêtés (guichet de départ, réduction de temps de travail, aménagement de retraites anticipées). Les premiers chiffres avancés par l'employeur laissent craindre un plan social au rabais. Ces mesures, basées sur une solidarité entre collaborateurs, permettraient peut-être de diminuer quelques licenciements, mais ne réduiraient en aucun cas le nombre de postes supprimés.

Point majeur de mécontentement, la DG a aussi balayé l'idée d'un moratoire sur les licenciements futurs, tout en ne se cachant pas du fait que de nouvelles coupes pourraient intervenir dans un avenir proche. C'est pour nous le signe que la DG n'accorde aucun crédit au projet éditorial dont nos deux rédacteurs en chef ont fait l'article sans en révéler le contenu aux collaborateurs.

Pour la suite des négociations, lundi matin, qui ne porteront que sur de pâles mesures d'accompagnement, les deux sociétés du personnel exigent la présence de M. Pietro Supino, président du Conseil d'administration. Elles ne tolèrent plus le silence zurichois. Dans ce climat de défiance regrettable, les journalistes vont redoubler d'énergie dans leur combat public. Demain, ils porteront ce message à la population sur les marchés de Genève (rond-point de Plainpalais 10h-17h), de Lausanne (place de la Palud 8h-13h) et d'Yverdon (place Pestalozzi 9h-11h). Elles sont prêtes à durcir leurs actions à venir.

Pour rappel, Tamedia est un groupe sain, qui a engrangé 334 millions de bénéfices en 2015 et dont la marge de rentabilité est énorme: 20%! Les deux sociétés du personnel persistent à considérer que les suppressions de postes et licenciements économiques prévus ne se justifient pas.

Nos deux titres bénéficient d'un large soutien à tous les niveaux. A ce jour, la pétition en ligne "Non au sabordage de la presse régionale" réunit plus de 3800 signatures sur la version online et papier. S'y ajoutent 3000 like enregistrés sur nos pages Facebook "Je soutiens 24heures" et "Je soutiens la Tribune de Genève". En outre, 300 personnalités ont signé l'Appel à Tamedia, envoyé à la direction zurichoise le mardi 27 septembre.

La Société des rédacteurs et du personnel de la Tribune de Genève  
La Société des collaborateurs de 24 heures:

*La vitrine de notre combat:*

*<https://www.facebook.com/jesoutiens24heures/> et [www.facebook.com/JesoutienslaTribunedGeneve](http://www.facebook.com/JesoutienslaTribunedGeneve)*

*La pétition en ligne: [https://www.change.org/p/tamedia-non-au-sabordage-de-la-presse-r%C3%A9gionale-romande?recruiter=597931739&utm\\_source=share\\_petition&utm\\_medium=copylink](https://www.change.org/p/tamedia-non-au-sabordage-de-la-presse-r%C3%A9gionale-romande?recruiter=597931739&utm_source=share_petition&utm_medium=copylink)*